

RAPPORT DE RECHERCHE

Comprendre les liens entre cohésion sociale, résilience et conflit au Mali



Questions et méthodes de recherche

Depuis 2017, le Mali a connu une crise politique permanente et une augmentation rapide de la violence. Cette situation s'est accompagnée de menaces économiques et environnementales croissantes dues au changement climatique et à la pénurie de ressources. Ben Ni Baara (Paix et Travail) est un programme de sécurité humaine qui cherche à prévenir la propagation de la violence dans le centre et le sud du Mali en renforçant les mécanismes de paix et de réconciliation locale, en augmentant la résilience aux chocs et stress environnementaux (y compris la gestion des ressources naturelles), et en améliorant les relations entre les communautés et les autorités gouvernementales. À cette fin, le programme veut comprendre la relation entre le capital social des individus, la cohésion inter- et intra-groupe, la résilience et les capacités de résolution des conflits. Ces connaissances éclaireront la conception du programme et aideront le gouvernement malien et les autres acteurs de la consolidation de la paix à améliorer leurs efforts pour atténuer les conflits et renforcer la résilience au Mali. Sous la direction de Ben Ni Baara, Mercy Corps a mené une étude qui a examiné les questions de recherche suivantes :

1. Dans quelle mesure, et comment, le manque de confiance et d'autres aspects du capital social et de la cohésion sociale au sein des communautés et entre elles au Mali - et entre l'État et la société - influencent-ils la résilience, les attitudes et comportements violents, et les capacités de résolution des conflits ?
2. Comment les normes relatives au genre et à la jeunesse affectent-elles ces relations ?

Le **capital social** fait référence à la quantité et à la qualité des ressources, de la confiance et des normes dans les relations des individus. La **cohésion sociale** est définie comme le sentiment d'un objectif commun et de confiance parmi les membres d'un groupe ou d'une région donnée et la volonté de ces membres de s'engager et de coopérer les uns avec les autres pour survivre et prospérer.¹ **résilience** fait référence à la capacité des personnes à améliorer et à protéger leur bien-être - comme la sécurité alimentaire, les revenus ou la santé - face à des chocs et des stress complexes, tels que la récession, la violence, la sécheresse ou les pandémies.

Pour répondre à ces questions de recherche, Mercy Corps a mené une enquête auprès de 706 résidents de 27 villages dans 10 communes de la région de Ségou - Bla, Kokry, Kolongo, Korodougou, Markala, Saloba, Sibila, Segou, Touna, et Yangasso.² L'équipe de recherche a également mené 17 entretiens avec des informateurs clés, 77 entretiens approfondis et 34 discussions de groupe. Les principaux résultats de la recherche sont présentés ci-dessous, et un rapport plus détaillé est disponible sur demande.

¹ Toutes les définitions, dimensions et questions d'enquête ont été tirées de Kim, J. , Sheely, R., Schmidt, C. (2020). Boîte à outils de mesure du capital social et de la cohésion sociale pour les opérations de développement pilotées par la communauté. Washington, DC : Mercy Corps et le Groupe de la Banque mondiale.

² L'enquête a ciblé trois groupes au sein de la population : les membres de la communauté, les agropasteurs et les pasteurs.

Les résultats clés

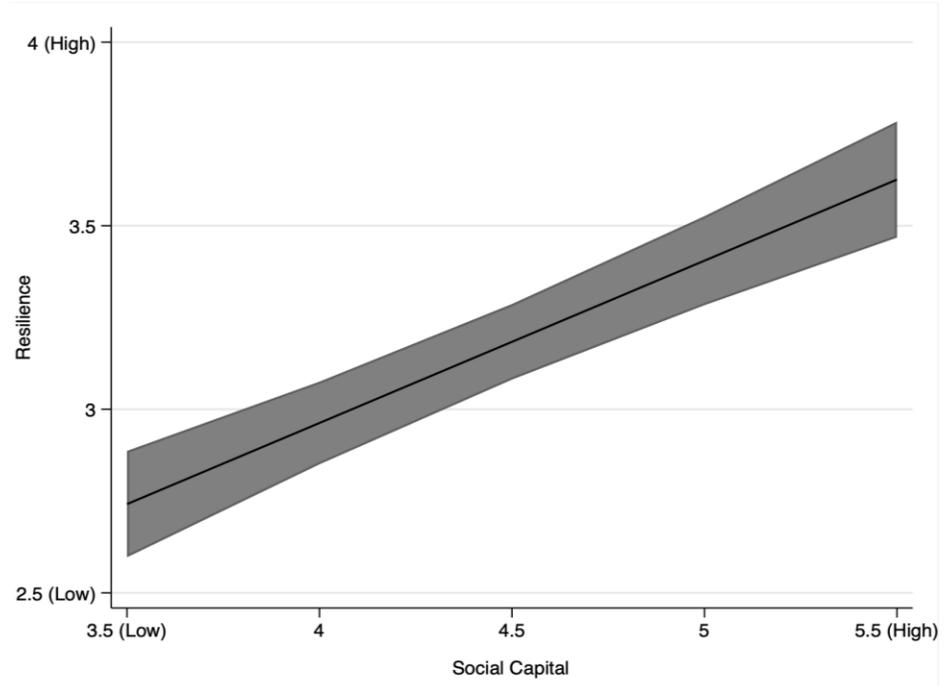
La résilience face aux chocs et au stress ne dépend pas simplement de la quantité d'actifs matériels ou économiques dont disposent les gens. Nous n'avons trouvé aucune relation entre la résilience - c'est-à-dire le fait que les gens disent pouvoir rebondir après un défi, changer leurs moyens de subsistance ou s'en sortir face à une menace - et le revenu mensuel, les dépenses ou la source de subsistance. Nous ne trouvons pas non plus de lien significatif entre la résilience et le fait que les personnes interrogées déclarent avoir accès à des aliments pour le bétail, à des points d'eau ou à des services publics. Au contraire, nous avons découvert que c'est la *diversité* des actifs et des moyens de subsistance qui rend les gens plus résilients. De nombreuses personnes que nous avons interrogées ont indiqué qu'au lieu de se tourner vers de nouveaux moyens de subsistance, elles ont entrepris des activités de subsistance supplémentaires pour compenser les pertes liées au choc, ce qui a renforcé leur capacité à faire face. Ces activités allaient du maraîchage au travail salarié quotidien, en passant par la culture de nouveaux produits supplémentaires.

Bien qu'il n'y ait pas de différence significative au niveau de la résilience entre les hommes et les femmes, l'analyse a montré que plus les répondants sont jeunes, moins ils sont résilients. Les répondants plus jeunes avaient également moins de capital social, et leurs relations avec les autorités étaient particulièrement faibles. Cela indique que le manque de capital social, l'opinion négative par rapport aux acteurs gouvernementaux et aux autres autorités, et la faible résilience sont des défis particuliers pour les jeunes.

Le capital social n'empêche pas les gens de subir des chocs, mais il peut les aider à y faire face. Les personnes interrogées disposant d'un capital social plus élevé - ou d'une plus grande qualité et quantité de ressources, de confiance et de normes inhérentes à leurs relations - étaient moins susceptibles de voir leur accès à la nourriture affecté par un choc climatique, conflictuel ou économique. Mais nous n'avons trouvé aucune relation entre le capital social et le fait que les personnes aient déclaré être *confrontées* à ces chocs.

Il existe une forte relation entre le capital social/la cohésion sociale et la résilience. Les personnes qui ont déclaré des niveaux plus élevés de capital social et de cohésion sociale étaient plus résilientes face aux chocs et au stress. Bon nombre des personnes interrogées ont souligné que leurs relations et ressources sociales avaient joué un rôle déterminant dans leur rétablissement après un choc. Pourtant, c'est le niveau de cohésion *intra-groupe*, et non la cohésion intergroupe, qui est fortement lié à la résilience. Cela suggère que la cohésion - ou le sentiment d'un objectif commun et de confiance entre les individus - *au sein des groupes* et des communautés peut être plus importante pour construire et maintenir la résilience aux chocs et au stress que la cohésion *entre* différents groupes et communautés.

Les personnes que nous avons interrogées ont indiqué que leurs actifs sociaux contribuent à la résilience de différentes manières. La première consiste à fournir un soutien monétaire ou un soutien aux moyens de subsistance, comme un capital financier ou des intrants agricoles et d'élevage. La seconde consiste à fournir un soutien immatériel, notamment un soutien psychosocial, des informations et des conseils. Les sources sociales de soutien peuvent s'étendre au-delà de la communauté, étant donné le rôle clé que joue la migration comme stratégie d'adaptation. Certaines personnes interrogées ont indiqué qu'elles comptaient sur les transferts de fonds envoyés par des parents et des membres



du ménage qui avaient migré vers les zones urbaines. Ces envois de fonds fournissent le capital financier nécessaire pour accéder aux ressources permettant de répondre aux besoins immédiats ou d'adapter les moyens de subsistance.

Certains aspects du capital social et de la cohésion sociale sont positivement associés au soutien à la violence, mais négativement associés à l'occurrence de celle-ci. Les personnes ayant un capital social plus élevé étaient significativement *plus* susceptibles de soutenir la violence pour une cause politique ou pour défendre leur communauté. Nous avons constaté que plus les gens se sentent proches des membres d'*autres* groupes ethniques ou de subsistance, et plus ils s'appuient sur eux dans les moments difficiles, plus ils sont susceptibles de convenir que le recours à la violence pour une cause politique est justifié. Pourtant, le fait d'avoir des relations et des ressources plus solides avec les membres de son *propre* groupe ethnique ou de subsistance n'avait aucun rapport avec les attitudes à l'égard de la violence. Si les personnes disposant d'un capital social élevé étaient plus susceptibles d'approuver la violence, elles étaient également beaucoup moins susceptibles (1) de dire qu'elles avaient eu recours à la violence et (2) de signaler qu'un conflit s'était produit dans leur communauté au cours de l'année écoulée. Cela pourrait indiquer l'importance du capital social et de la cohésion - du moins de la cohésion intra-groupe - dans la réduction du risque de conflit, indépendamment de l'attitude des gens à l'égard de la violence. Lorsqu'il n'y a pas d'interaction entre les membres d'une communauté et lorsqu'il y a un manque de connexion, il y a moins de coopération et la gestion des conflits devient difficile. En effet, la plupart des personnes interrogées dans les groupes de discussion nous ont dit que le manque de confiance et de cohésion sociale était à l'origine de la plupart des conflits dans leur région.

Il n'y a pas de relation entre le capital social et l'existence de mécanismes de gestion des conflits, ou si les gens les perçoivent comme étant capables et dignes de confiance. Il n'y a pas non plus de relation entre la perception des mécanismes de gestion des conflits et la

cohésion intergroupe ou intra-groupe. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la gestion des conflits est généralement supervisée par les chefs de village et d'autres leaders communautaires, et donc que le degré de cohésion entre les membres de la communauté a peu d'influence sur le fonctionnement de ces mécanismes ou sur leur existence même. En outre, cela pourrait également signifier que ces mécanismes de gestion des conflits ne construisent pas le capital social et la cohésion sociale autant que d'autres mécanismes (tels que les célébrations traditionnelles, les événements communautaires et autres forums d'interaction sociale et de collaboration).

Mais il est prouvé qu'une plus grande confiance dans les autorités - chefs de village et autres dirigeants locaux - peut influencer les capacités de résolution des conflits des communautés. La composition des mécanismes de gestion des conflits peut prendre diverses formes : le chef de village uniquement, le chef de village et les conseils de village, les comités fonciers et les comités de résolution des conflits. Quelle que soit leur composition, la confiance entre les leaders et les membres de la communauté est essentielle pour la légitimité, l'efficacité et l'acceptabilité de ces mécanismes. Par exemple, les entretiens qualitatifs indiquent que le manque de soutien aux mécanismes de gestion des conflits à Kolongo et à Kokry peut être dû à l'interférence des *donzos*, et au fait que ces mécanismes sont gérés par les chefs communautaires et ne sont pas nécessairement inclusifs de tous les groupes et villages.

Conclusion et recommandations

Les résultats de cette étude révèlent l'importance du capital social et de la cohésion sociale - y compris la cohésion au sein de la société, et entre l'État et la société - pour la résilience et les conflits, et ont plusieurs implications pour Ben Ni Baara et les programmes similaires au Mali.

Contribuez à renforcer le capital social et à favoriser la cohésion au sein des groupes et entre eux afin d'accroître la résilience. Bien que le capital social n'empêche pas nécessairement les gens de subir des chocs, il est important pour rebondir et faire face aux chocs. Il est donc important de créer et de maintenir des liens sociaux au sein des communautés et entre elles, ainsi que d'étendre les programmes qui renforcent les liens, font progresser les connexions et renforcent la cohésion par le biais de célébrations, d'événements communautaires et d'autres forums d'interaction sociale et de collaboration. Les liens et les connexions sur lesquels les répondants ont insisté sont les liens familiaux, les voisins et les autres membres de la communauté. Si les ménages peuvent compter sur d'autres personnes pour obtenir un soutien psychosocial ou matériel en cas de choc ou de catastrophe, l'impact négatif de ce choc sur leurs moyens de subsistance, leurs revenus ou leur accès à la nourriture est nettement moindre. Les décideurs et les praticiens désireux d'améliorer la résilience devraient investir dans des programmes qui favorisent le capital social et renforcent la cohésion communautaire.

Améliorer la cohésion entre les autorités et les communautés. Nos recherches ont montré que la cohésion au sein des groupes et entre eux n'est pas le seul facteur important de résilience. La cohésion entre les dirigeants (étatiques et non étatiques) et les membres de la communauté est également essentielle. Par conséquent, afin d'accroître la capacité des personnes à réagir et à se remettre des chocs, les décideurs et les praticiens doivent améliorer la gouvernance, en particulier au niveau local. Il faut s'efforcer d'inclure les individus dans les processus de gouvernance et d'améliorer la perception du gouvernement par le public grâce à des politiques qui aboutiront à des mécanismes plus inclusifs et légitimes. Si les citoyens

peuvent entrer en contact avec le gouvernement et présenter leurs difficultés dans l'espoir d'obtenir une aide officielle pour faire face aux chocs, cela peut accélérer leur rétablissement et apaiser les tensions.

Améliorer les mécanismes de gestion des conflits. Les entretiens avec les informateurs clés ont révélé que les difficultés de communication, ainsi que le manque de confiance et de compréhension entre les dirigeants et les citoyens, sont des facteurs qui entravent la gestion des conflits. Par conséquent, les bailleurs de fonds et les décideurs politiques devraient étendre les programmes qui intègrent la résolution des conflits et la formation sur l'engagement civique et la négociation, et chercher à financer - et à améliorer l'inclusivité - des mécanismes locaux tels que les commissions foncières (COFO). Ainsi, les communautés seront mieux équipées pour résoudre les conflits de manière pacifique et éviter qu'ils ne dégénèrent en violence.

S'attaquer à la cohésion sociale chez les jeunes. Les jeunes interrogés dans cette étude étaient moins résilients et avaient moins de capital social, un moindre sentiment d'autonomisation et des perceptions plus négatives de la légitimité du gouvernement. Par conséquent, les recommandations ci-dessus devraient être particulièrement mises en avant pour les jeunes. Des études antérieures ont démontré l'importance des griefs des jeunes dans la violence et les conflits, et les recherches de Mercy Corps au Mali ont montré que les jeunes ont besoin de voies non violentes telles que les activités d'engagement civique pour obtenir un statut et une reconnaissance dans leurs communautés. ³Les jeunes doivent être inclus dans les processus de gouvernance pour accroître leur sentiment d'appartenance et d'efficacité, ainsi que leur confiance dans le gouvernement.

³ Inks, L., A Veldmeijer, et A.K.I. Fomba. (2017). Nous espérons et nous nous battons : Les jeunes, la violence et les communautés au Mali. Mercy Corps.